



FRANCE

«Parents vigilants», le cheval de Troie d'Eric Zemmour à l'école

Ciblant les établissements qu'ils jugent gangrenés par le «wokisme» ou «l'offensive islamique», des partisans du polémiste d'extrême droite projettent d'infiltrer les conseils de parents d'élèves lors des élections qui se tiennent en fin de semaine.

Par
CÉCILE BOURGNEUF, MATHILDE FRÉNOIS Correspondante à Nice
et **ÉRIC LANDAL**

Il faut s'asseoir bien au-devant de la scène, au centre de la salle. Un membre du service d'ordre s'en assure, guidant l'assistance vers un bloc de sièges. A Villeurbanne, en périphérie de Lyon (Rhône), le lieu loué pour cette réunion des Parents vigilants peut accueillir quelques centaines de personnes. Elles ne sont qu'une quarantaine, tout au plus, à avoir fait le déplacement, mercredi en fin de journée. Dans la salle, le logo de Reconquête, le parti d'extrême droite d'Eric





Zemmour, s'affiche partout. Le mouvement politique a lancé à la rentrée 2022 ce collectif de parents d'élèves et sa campagne «Protégeons nos enfants», une offensive contre l'école «au cœur du grand endoctrinement» de ce que l'ex-candidat à la présidentielle nomme «l'idéologie woke, antiraciste ou LGBT». Elle aurait selon lui investi les médias, les dessins animés, les réseaux sociaux et donc également les établissements scolaires. Pour la contrer, Zemmour invite depuis un an ses partisans à dénoncer sans relâche «les aberrations dont sont victimes les enfants» à coups de tracts et de campagnes sur les réseaux sociaux.

«UN VRAI POUVOIR D'INFLUENCE»

Depuis son échec à la présidentielle, le polémiste condamné pour provocation à la haine et injure homophobe (décisions pour lesquelles il avait annoncé faire appel ou avait saisi, après une confirmation en appel, la Cour européenne des droits de l'homme) et définitivement condamné en 2011 pour provocation à la discrimination raciale, a une idée bien précise : s'immiscer dans les établissements scolaires pour imposer ses idées. Et il est passé à la vitesse supérieure le 6 septembre en invitant ses militants à infiltrer les conseils de parents d'élèves.

«J'ai une demande à vous faire. Je veux que nos Parents vigilants aient des élus partout en France pour pouvoir peser dans la vie administrative des différents établissements scolaires», écrit-il. Ces élections sont un boulevard pour sa stratégie d'entrisme dans les écoles. «Il n'y a que très peu de candidatures pour ce genre d'élections. Vous avez de grandes chances de gagner et ainsi disposer d'un vrai pouvoir d'influence», s'enthousiasme-t-il.

Ses partisans l'ont-ils suivi ? Les candidatures par listes ont été dé-

posées au plus tard le 2 octobre, pour un scrutin prévu les 13 et 14 octobre. A Villeurbanne, mercredi, Emmanuelle Poumeau de Lafforest, ex-candidate Reconquête aux législatives en Haute-Loire, livrait son mode d'emploi sans détour face à un auditoire en majorité trop âgé pour avoir des enfants scolarisés : «Pour être élu dans le public, il faut avoir une liste. Là, les délais sont un peu courts, créer votre propre liste va vous poser des problèmes, il faut du temps, il y a tout un tas de choses à faire, alors intégrez une liste qui existe déjà [...] et mettez-vous carrément en tête de liste.»

Laurent Zameczkowski, porte-parole de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Peep), classée à droite, prévient : «Si un parent intègre l'une de nos listes laïques et apolitiques pour servir ses idées alors qu'il ne peut pas en faire état dans ce cadre-là, c'est l'exclusion immédiate.» Mais s'ils avancent masqués jusqu'aux élections ? «Ils peuvent sortir du bois après, effectivement, et une fois élus, ils restent élus...» Et peuvent ainsi influencer sur les décisions, comme l'espère Emmanuelle Poumeau de Lafforest : «Il faut noyauter, ne tergiversons pas sur les mots, il faut simplement prendre les choses à leur base et faire entendre notre voix.»

Les représentants de parents d'élèves ne sont pas simplement là «pour faire des gâteaux au chocolat et organiser la kermesse», avertit Grégoire Ensel, président de la FCPE, la plus grosse association de parents d'élèves, étiquetée à gauche. Notre rôle est bien plus important parce qu'on participe pleinement au climat scolaire.» D'où son inquiétude de voir les membres du réseau d'extrême droite polluer l'ambiance des établissements scolaires (lire ci-dessous). «Ces parents vont agir sur l'école au quotidien, contre les enseignants. Or nous devons être des co-éducateurs et non pas des destructeurs de l'école publique. On doit

respecter la loi, les programmes, la légitimité des profs.»

«ENSEIGNEMENT LGBT» ET «PRIÈRES»

Dans les conseils d'école et conseils d'administration des collèges et lycées, qui se tiennent au moins trois fois par an, les parents élus ne peuvent pas bloquer ni imposer des décisions. Mais ils ont voix au chapitre en ce qui concerne le périscolaire, ce qui inclut les menus proposés à la cantine, les voyages scolaires ou les projets d'établissement. Lesquels peuvent par exemple porter sur le harcèlement scolaire, ce qui englobe notamment la lutte contre le racisme ou les LGBTphobies. Pas vraiment l'ADN de Reconquête. «L'objectif, c'est de rentrer, d'agir de l'intérieur, d'identifier les problématiques de l'école, ça passe par l'enseignement du wokisme, l'enseignement LGBT, les prières islamiques. Le rôle premier de l'école est d'apprendre à parler français et à faire des maths», prétend Jean Moucheboeuf, délégué départemental de Reconquête dans les Alpes-Maritimes et responsable de Parents vigilants à Nice alors qu'il n'a lui-même pas d'enfant.

Combien de pères et mères «vigilants» risquent donc d'infiltrer les listes des représentants de parents d'élèves ? Le collectif affirme compter 60 000 membres. Très actif sur ses réseaux sociaux, il a en réalité peu de followers, plus de 2000 sur Facebook ou plus d'un millier sur Instagram et Telegram. Mais son agitation contre des cours sur l'immigration qu'il estime choquants ou de soi-disant «propagandes sur la théorie du genre» en classe provoque depuis un an des remous dans les établissements scolaires visés. Car leurs signalements sont relayés par des élus de Reconquête ou du Rassemblement national, ainsi que par des membres de groupuscules d'extrême droite qui n'hésitent pas à donner les noms des





professeurs incriminés. Les Parents vigilants n'ont *«jamais affiché les personnes»*, assurait pourtant leur porte-parole, Agnès Marion, à Villeurbanne. L'ancienne conseillère régionale du RN, devenue cheffe de cabinet de Marion Maréchal, la tête de liste de Reconquête pour les élections européennes de juin 2024, a pourtant dérapé au sujet du ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal. Un homme qui *«n'est pas pour nous rassurer pour tout ce qui est lobby LGBT, même s'il montre les muscles contre l'abaya»*, a-t-elle balancé, alors que Gabriel Attal est en couple avec le député européen Stéphane Séjourné.

Sur son site, Parents vigilants cache cependant toute filiation avec Eric Zemmour. Son nom et son parti n'y sont jamais mentionnés. Dans une vidéo postée sur la page d'accueil, Agnès Marion se présente avant tout comme une *«maman de six enfants»*, sans évoquer son rôle politique au sein de Reconquête. Mais son message est limpide. *«Face à l'enseignement de la théorie du genre, de la propagande LGBT [...] de l'enseignement de la détestation de la France dans les programmes d'histoire [...] de l'offensive islamique à l'école, de l'effondrement du niveau scolaire»*, elle demande à chaque parent de signaler *«toute offensive contre l'école»*.

PROPAGANDE ÉLECTORALE CLASSIQUE

Parents vigilants assure avoir récolté plus de 4 000 témoignages. *«Lorsque j'étais au lycée, tous les ans on nous distribuait des prospectus promouvant les LGBT, écrit par exemple une certaine Albane, dont le témoignage a été mis en avant sur le site du collectif. Aujourd'hui, mon frère est dans ce même lycée et, en plus des prospectus, il a dans sa classe deux personnes "transgenres" et une "non-binaire" qui veulent se faire appeler par d'autres prénoms.»*

Les parents sont invités à rejoindre le mouvement en remplissant sur le site un formulaire avec code postal et numéro de téléphone. En douze jours, *Libé* – qui a ouvert plusieurs comptes dans différentes régions – a été inondé de mails avec un à cinq messages par jour en moyenne. Un mélange de propagande électorale classique pour Reconquête et d'invitations ciblées, selon son lieu d'habitation, pour rejoindre le pot mensuel d'une fédération départementale du parti ou une réunion de Parents vigilants. Une fois élus dans les établissements scolaires, ces derniers auront à leur disposition les coordonnées de tous les autres parents d'élèves. Une mine d'or pour Reconquête qui pourra leur envoyer une flopée de mails. Et ainsi tenter d'élargir sa base électorale en vue des prochains scrutins. *«Vous pourrez à ce moment-là contacter énormément de parents, s'est réjouie d'avance Emmanuelle Poumeau de Lafforest à Villeurbanne. Vous en avez le droit, donc ne vous en privez pas.»* ◆







La porte-parole de Parents vigilants Agnès Marion, par ailleurs cheffe de cabinet de Marion Maréchal, s'exprime dans une vidéo de la campagne «Protégeons nos enfants», postée en octobre 2022. CAPTURES D'ÉCRAN YOUTUBE

